



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

D.D.P.P. 72

N° SORA : 24-0206

Reçu le 29 NOV. 2024

Visa :
Destination SG

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Départementale de la
Protection des Populations
Service Protection de l'Environnement**

Arrêté n°DCPPAT 2024 – 0282 du 21 NOV. 2024

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires
SASU LDC Sablé - ZI Le Pont - 72300 SABLE SUR SARTHE**

Réexamen IED

**Le préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre nationale du Mérite**

Vu la Directive n° 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

Vu le code de l'Environnement, notamment la section 8 du chapitre V du titre Ier de son livre V ;

Vu la décision d'exécution (UE) n° 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités des industries agro-alimentaires et laitières (BREF FDM), parue au journal officiel de l'Union européenne le 04/12/2019 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

Vu l'arrêté ministériel du 27/12/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-4337 du 18/09/2009 à la SASU LDC Sablé pour l'exploitation d'une station d'épuration industrielle sur le territoire de la commune de Sablé-sur-Sarthe

Vu les « donner acte » en date du 8 décembre 2014, du 19 avril 2021 et du 23 avril 2024 ;

Vu le dossier de réexamen défini à l'article R. 515-72 du code de l'Environnement établissant une comparaison des conditions d'exploitation aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux industries agro-alimentaire et laitière (FDM) transmis au Préfet de la Sarthe par courrier du 15/06/2023 et complété le 6 novembre 2023 ;

Vu le rapport du 5 juin 2024 de la direction départementale de la protection des populations, chargée de l'inspection des installations classées ;

Place Aristide Briand – 72041 LE MANS Cedex 9 –

Préfecture : 02 85 32 71 80

www.sarthe.gouv.fr – pref-mail@sarthe.gouv.fr - Twitter : @Prefet72 - Facebook : Préfecture de la Sarthe

Considérant que l'exploitant a remis le dossier de réexamen et le justificatif de non remise du rapport de base requis en application de l'article R.515-71 du code de l'Environnement le 15 juin 2023 ;

Considérant que les activités de traitement d'eaux résiduaires relèvent notamment de la rubrique IED principale 3710 et sont à ce titre couvertes par les meilleures techniques disponibles relatives aux activités des industries agro-alimentaires (BREF FDM) qui lui sont applicables ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté permettent de se conformer aux meilleures techniques disponibles et aux niveaux d'émission associés applicables ;

Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives aux industries agroalimentaires ;

Considérant que les meilleures techniques disponibles relatives au traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 ou 2751 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre 1^{er} du livre V sont déjà rendues opposables au fonctionnement des installations susvisées par l'arrêté ministériel du 27/12/2020 susvisé ;

Considérant donc qu'il y a lieu de faire application des dispositions prévues par l'article R. 181-45 du Code de l'environnement pour les rendre opposables au fonctionnement des installations de l'exploitant ;

Considérant que les prescriptions techniques actuelles réglementant le site doivent être complétées conformément à l'article R. 515-60 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 26 septembre 2024, et que celui-ci a formulé des observations par courriel en date du 7 octobre 2024 ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 - La SASU LDC Sablé exploitant une installation de «traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 ou 2751 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre 1^{er} du livre V » sise ZI du Pont sur la commune de SABLE-SUR-SARTHE est tenue de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux industries agro-alimentaire et laitière (FDM), ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R. 515-62 du code de l'environnement, ci-après :

N° de la MTD applicable	Intitulé, descriptif et applicabilité (le cas échéant) de la meilleure technique disponible (MTD)	Délais de mise en œuvre
Conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives aux activités des industries agro-alimentaires (BREF -FDM)		
4	Surveillance des émissions dans l'eau au moins à la fréquence indiquée, conformément aux normes EN Suivi de la DCO pour vérifier sa VLE	4 décembre 2023
4	Surveillance des émissions dans l'eau au moins à la fréquence indiquée, conformément aux normes EN Suivi du paramètre Chlorure (Cl ⁻)	4 décembre 2023

Article 1 bis : Le tableau présent dans les prescriptions de l'article 5.5.3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 18/09/2009 est modifié de la façon suivante :

	Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)
DCO	100	250
DBO5	30	75
MES	35	87,5
NGL	20	50
Pt	1	2,5
Chlorures	-	-

Article 1 ter : Le tableau présent dans les prescriptions de l'article 5.5.3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 18/09/2009 est modifié de la façon suivante :

	Fréquence
Débit	1/jour
DCO	1/semaine
DBO5	2/mois
MES	2/mois
NGL	2/mois
Pt	2/mois
Chlorures	1/mois
pH	1/mois
Température	1/mois

Article 2 - Les prescriptions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Liste des installations répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour l'environnement :

Rubrique	Libellé	Capacité	Régime
3710	Traitement des eaux résiduaires dans les installations autonomes relevant des rubriques 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre 1 ^{er} du livre V	Sans seuil	A
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	Sans seuil	A
2910-B - 1	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 B - 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW	1750 kW (soit 1,75 MW)	E
4310	Gaz inflammables catégories 1 et 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifère, cavités salines et mines désaffectées) étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t	1,56 t	DC

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 -

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Sablé-sur-Sarthe et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Sablé-sur-Sarthe, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Sarthe (www.sarthe.gouv.fr), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 -

Conformément aux articles L. 181-17 et R181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, dans les délais suivants, conformément à l'article R181-50 du code de l'environnement :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Conformément aux dispositions de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article L.181-17, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

L'article R.181-52 du code de l'environnement prévoit que :

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

«Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R181-51 du code de l'environnement). »

Article 6 -

La secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe, la sous-préfète de l'arrondissement de La Flèche, le maire de Sablé-sur-Sarthe, la directrice départementale de la Protection des Populations et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

LE PRÉFET
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Christine TORRES